REPUBLIQUE FRANÇAISE — Liberté - Egalité - Fraternité

1ere Circonscription (Bourg)

ELECTIONS LEGISLATIVES

du 23 Novembre 1958



EMILE BOUVARD

Industriel Biscuitier
Conseiller Général
Maire de Ceyzériat
Candidat Républicain Radical



JOSEPH BRAYARD

Cultivateur
Conseiller Général
Maire de Reyssouze
Membre de la Chambre d'Agriculture
Suppléant Républicain Radical

Chères Electrices, chers Electeurs,

La constitution nouvelle est le bien de tous. Notre devoir de Radicaux est de mettre en œuvre notre volonté et notre force pour qu'elle s'applique efficacement, c'est-à-dire pour que la nécessaire autorité de l'Etat soit le meilleur garant des Libertés publiques, de la Justice sociale et du Respect des personnes.

Le choix des Elus importe, en effet, plus que le cadre dans lequel ils devront évoluer, car les constitutions ne valent que par les hommes chargés de les appliquer.

C'est pourquoi le Parti Radical, parti de raison, de bon sens et de juste milieu présente à vos suffrages deux hommes conscients de leurs responsabilités, dont l'activité inlassable, le dévouement à la cause publique, la compétence, la connaissance des problèmes qui se posent quotidiennement à chacun, qu'il soit commerçant, agriculteur, artisan, fonctionnaire, salarié ou retraité sont bien connus et dont ils ont déjà donné la preuve au cours de leurs mandats.

Emile BOUVARD et Joseph BRAYARD

sont deux personnalités bien connues et appréciées de notre département.

Le premier, industriel biscuitier à Ceyzériat, Conseiller général depuis 1945, est Maire de Ceyzériat.

M. Joseph BRAYARD, cultivateur, Conseiller général depuis 1945, est Maire de Reyssouze et membre de la Chambre d'Agriculture, président et membre d'organisations et de collectivités agricoles.

Nous demandons à tous les Républicains, conscients de leur devoir, d'apporter leurs suffrages à Emile BOUVARD et à Joseph BRAYARD, candidat et suppléant du Parti Républicain Radical, parti libéral nécessaire à l'équilibre politique de la FRANCE.

Le regretté président Edouard HERRIOT, dont notre ami Tony REVILLON fut l'ardent disciple, le définissait comme étant l'application politique du rationalisme.

Sciences Po / fonds CEVIPOF

Deux problèmes dominent aujourd'hui dans notre Pays : l'Algérie et la Politique économique et sociale.

L'ALGERIE

C'est un douloureux problème qu'il faut régler dans un sens libéral. Il doit permettre au Gouvernement du Général de Gaulle de faire la Paix entre les deux Communautés. L'entrée dans la fonction publique d'un plus grand nombre de Musulmans est une mesure de bon sens à laquelle nous souscrivons pleinement. L'orientation politique de l'ALGERIE doit se faire démocratiquement. Elle sera le résultat du vote émis en Algérie et qui doit permettre à la Communauté Franco-Musulmane de s'épanouir pleinement dans la PAIX et la JUSTICE SOCIALE.

POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE

Il s'agit d'éviter, par tous les moyens, que la FRANCE connaisse une crise. La production doit se maintenir et progresser. Nous ne pensons pas qu'une politique de grèves ou de revendications à outrance facilite la recherche de solutions acceptables pour tous. Il faut, avant tout, maintenir le pouvoir d'achat des Français et stabiliser les prix.

REFORMES ADMINISTRATIVES

Le monde évolue, les techniques et les individus également et cela nécessite un cadre administratif nouveau. Les réformes doivent assouplir ce cadre et ne pas faire peser sur l'Economie du Pays un dirigisme tentaculaire et tracassier.

REFORME FISCALE

C'est un problème délicat, cent fois abordé, jamais résolu. L'objectif doit être une fiscalité saine qu'il ne faut pas aggraver par des impôts nouveaux.

POLITIQUE AGRICOLE

Il est urgent de résoudre le problème agricole et viticole français en maintenant l'exploitation agricole familiale rentable :

- **En mettant l'industrie et l'agriculture à égalité dans la protection douanière ;**
- **En améliorant l'organisation des marchés et la mise en circulation des produits agricoles.**

Pour cela il faut **moderniser** les exploitations et **réduire les prix de revient ;**

- **Rechercher des débouchés nouveaux ;**
- **Garantir les prix agricoles ;**
- **Protéger les exploitants contre les calamités ;**
- Pratiquer hardiment une politique de **protection sociale** par l'organisation de la mutualité agricole — (l'Ain compte parmi les départements où l'esprit mutualiste est heureusement vivace et où des hommes comme M. GENTY sont des exemples du dévouement à la cause mutualiste).

L'agriculture occupe la première place dans l'activité nationale. Qu'une crise survienne et toute l'économie du pays est paralysée.

Le **Crédit agricole** doit continuer à bénéficier de l'aide de l'état et permettre, par la pratique des investissements toujours plus importants, d'accroître la prospérité agricole.

Il est urgent enfin que le projet de lois organiques reçoive sans retard application.

Le passé du Parti Radical, ses origines terriennes, ses attaches avec nos campagnes nous font un devoir de nous placer **au premier rang des promoteurs d'une politique agricole** réaliste, efficace, car les agriculteurs entendent à juste titre être des citoyens à part entière non seulement sur le plan politique mais aussi sur le plan économique et social.

DEFENSE DU COMMERCE ET DE L'ARTISANAT

Il faut défendre le petit commerce et l'artisanat qui ne doivent pas disparaître et leur permettre de s'adapter, de moderniser leur équipement, de réformer leurs méthodes de travail afin qu'ils gardent leur place — une place méritée — dans l'économie moderne, cela par une politique de **crédits**, d'équipement et **de prêts à long terme.**

ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE

« Ils ont des droits sur nous », disait Clemenceau.

Il faut améliorer les pensions des veuves de guerre et des grands mutilés et fixer le taux de la retraite au taux de la pension d'invalidité de 10 % et celle des veuves à la moitié de la pension d'invalidité à 100 %.

Les pensions d'ascendants et celles des orphelins de guerre bénéficiant d'une augmentation proportionnelle (du tiers).

Que soient accélérées toutes les procédures contentieuses tant au Ministère des A. C. que devant les Tribunaux de pensions.

Que soient supprimées toutes les forclusions et accélérée la délivrance des cartes de Déportés, Résistants, Internés.

PROBLEMES SOCIAUX

Les constructions de logements — problème vital pour notre jeunesse — doivent être facilitées par l'obtention de prêts et de larges crédits aux jeunes ménages.

EDUCATION NATIONALE : Réforme de l'Enseignement

Il faut développer les constructions scolaires, former plus de maîtres, accroître le nombre de nos ingénieurs, professeurs, techniciens et améliorer l'équipement français.

Il faut respecter la neutralité de l'école et concrétiser le problème scolaire dans le sens de la réforme de l'Enseignement que nos ministres de l'Education Nationale BILLIERES et BERTHOUIN ont élaboré.

Vive notre département de l'Ain
Vive la République
Vive la France

La Fédération Radicale
de la première Circonscription de BOURG

IMP. MODERNE - BOURG

Sciences Po / fonds CEVIPOF